

Jean-François Daure

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux comptes de Versailles
Expert Comptable inscrit au Tableau de l'Ordre
18, rue de l'Orangerie
78000 - VERSAILLES

Association SJH

Association de la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 26, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny
78000 VERSAILLES

**Rapport général du commissaire aux comptes
Comptes annuels de l'exercice
Clos au 31 août 2012**

Jean François Daure

Commissaire aux comptes inscrit à la Compagnie Régionale de Versailles

Le 05 déc 2012

Ce rapport contient 29 pages

Association SJH

Association de la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 26, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny 78000 Versailles

Rapport général du commissaire aux comptes Comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2012

Aux membres de l'association,

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale du 13 décembre 2010, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association SJH, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels..

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les éléments suivants :

Mes travaux ont porté notamment sur les points suivants :

Règles et méthodes comptables

La correcte prise en compte du principe de séparation des exercices en ce qui concerne les participations publiques, celles des familles et les charges,

La conformité de la présentation des comptes au règlement CRC n°99-01,

L'Annexe expose l'approche retenue par votre association pour la comptabilisation et la dépréciation des créances clients et des immobilisations.

Dans le cadre de mon appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, j'ai apprécié le caractère adéquat et raisonnable des méthodes de valorisation et de dépréciation précisées ci-dessus, et je me suis assuré de leur correcte application..

Estimations comptables

Votre association a constitué dans le passé des provisions pour risques et charges, pour les indemnités de départ à la retraite.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, mon appréciation de ces provisions s'est fondée sur une prise de connaissance de la procédure suivie par l'association pour procéder à leur dotation et à leur reprise au résultat. Dans le cadre de mes appréciations, je me suis assuré du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

A Versailles, le 05 décembre 2012



Jean-François Daure

Commissaire aux comptes inscrit à la Compagnie Régionale de Versailles

SAINT JEAN HULST

26, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny

SOMMAIRE

COMPTE ANNUELS

COMPTE DE RESULTAT

BILAN

ANNEXE

COMPTE DE FONCTIONNEMENT COMPARATIF

REEL 2010-2011

REEL 2011-2012

PREVISIONNEL 2012 - 2013

Bilan Actif du 01/09/2011 au 31/08/2012

ACTIF		Valeur Brut (N)	Amortissement et provisions (N)	Valeur Nette (N)	Valeur Nette N-1
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs....	50 617	50 617	-	221
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 617	50 617	-	221
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	- Terrains	-	-	-	-
	- Aménagements de terrains	-	-	-	-
	- Constructions sur sol propre...	-	-	-	-
	- Constructions sur sol d'autrui	17 016 767	7 030 366	9 986 401	10 397 781
	- Installations, mobilier et matériel d'activité	1 289 261	950 410	338 851	411 817
- Matériel de transport	23 465	23 465	-	-	
- Mobilier/matériel de bureau et d'informatique	685 548	387 783	297 765	203 804	
- Immobilisations grévées de droit	-	-	-	-	
- Immobilisations en cours	74 941	-	74 941	17 940	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 089 983	8 392 023	10 697 959	11 031 342	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
- Participations	-	-	-	-	
- Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	
- Prêts	354 125	-	354 125	330 338	
- Dépôts et cautionnements	182 129	-	182 129	142 436	
- Autres créances immobilisées	-	-	-	15 940	
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	536 254	-	536 254	488 714	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	19 676 854	8 442 641	11 234 213	11 520 277	
A C T I F C I R C U L A N T	- STOCKS EN COURS	-	-	-	-
	CREANCES ET COMPTES RATTACHES				
	- Fournisseurs	38 047	-	38 047	22 314
	- Familles ou élèves	8 616	14 255	5 639	1 028
	- Personnel et charges sociales à récupérer	34 842	-	34 842	34 040
	- Collectivités publiques	270 782	-	270 782	131 204
	- Débiteurs divers	23 356	-	23 356	4 278
	TOTAL CREANCES ET COMPTES RATTACHES	375 644	14 255	361 389	190 809
	PLACEMENTS : VALEURS MOBILIERES ET AUTRES				
	- Placements	4 457 022	65 303	4 391 719	3 793 452
- Intérêts courus non échus	-	-	-	-	
TOTAL PLACEMENTS : VAL, MOBILIERES ET AUTRES	4 457 022	65 303	4 391 719	3 793 452	
DISPONIBILITES					
- Banques, établissements financiers & assimilés	155 420	-	155 420	93 152	
- Caisse	6 165	-	6 165	4 812	
- Régies d'avances et accreditifs	-	-	-	-	
TOTAL DISPONIBILITES	161 585	-	161 585	97 964	
R E G U L	CHARGES CONSTATEES D'AVANCES	221 701	-	221 701	207 806
	TOTAL ACTIFS CIRCULANT ET ASSIMILES (II)	5 215 951	79 558	5 136 394	4 290 031
	INTERETS D'EMPRUNTS A ETALER (III)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II + III)	24 892 805	8 522 199	16 370 606	15 810 309

Bilan Passif du 01/09/2011 au 31/08/2012

	PASSIF	Avant Affectation N	Affectation N	Après Affectation N	Valeur Nette N-1
F O N D S P R O P R E S & A S S I M I L E S	FONDS ASSOCIATIF SANS DROIT DE REPRISE				
	- Valeur du patrimoine intégré	-		-	-
	- Fonds statutaire	641 188		641 188	641 188
	- Apport sans droit de reprise	230 130		230 130	230 130
	- Libéralités ayant le caractère d'apport	78 413		78 413	78 413
	- Subventions d'investissement affectées à des biens renouve	906 462		906 462	906 462
	TOTAL FONDS ASSOCIATIF SANS DROIT DE REPRISE	1 856 193	-	1 856 193	1 856 193
	FONDS ASSOCIATIF AVEC DROIT DE REPRISE				
	- Valeur des biens affectés	-		-	-
	- Valeur des Biens non affectés	-		-	-
	- Libéralités	-		-	-
	- Subventions d'investissement affectées à des biens renouve	204 303		204 303	139 335
	TOTAL FONDS ASSOCIATIF AVEC DROIT DE REPRISE	204 303	-	204 303	139 335
	RESERVES				
	- Réserves générales de gestion	-		-	-
- Réserves statutaires	-		-	-	
- Réserves d'investissement	5 672 915		5 672 915	5 441 076	
- Réserve de Trésorerie	-		-	-	
- Autres réserves	-		-	-	
TOTAL RESERVES	5 672 915	-	5 672 915	5 441 076	
RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU					
- Report à nouveau	-		-	-	
- Résultat de l'exercice	350 293		350 293	231 839	
TOTAL RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU	350 293	-	350 293	231 839	
SUBV. ET PARTICIPATIONS D'INVEST. AMORTISSABLES		BRUT	AMORTISSEMENT	NET	
- Subv. D'invest. Affectées à des biens non renouvelables	3 487 715	1 209 025	2 278 690	2 345 589	
- Subv. D'invest. Reçues avec obligations d'amortissement	-	-	-	-	
- Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	
TOTAL SUBV. ET PARTICIPATIONS D'INVEST. AMORTISSABLES	3 487 715	1 209 025	2 278 690	2 345 589	
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES (I)	11 571 419	1 209 025	10 362 394	10 014 032	
FONDS DEDIES					
- Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	-		-	-	
- Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-		-	-	
- Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-		-	-	
TOTAL FONDS DEDIES (II)	-	-	-	-	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
- Pour gros entretiens	970 000		970 000	685 000	
- Pour autres charges et risques	261 000		261 000	249 000	
- Pour indemnités de départ à la retraite	240 000		240 000	240 000	
TOTAL PROVISIONS (III)	1 471 000	-	1 471 000	1 174 000	
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLIS. DE CREDIT					
- Capital emprunté	2 953 090		2 953 090	3 182 917	
- Intérêts	6 608		6 608	7 124	
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLIS. DE CREDIT	2 959 698	-	2 959 698	3 190 041	
AUTRES DETTES					
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	271 855		271 855	158 562	
- Fournisseurs et comptes rattachés	512 662		512 662	443 709	
- Familles : Avances et acomptes reçus	487 937		487 937	485 164	
- Dettes relatives au personnel	136 147		136 147	145 413	
- Etat et autres collectivités publiques	86 536		86 536	75 790	
Confédérations, Fédérations, Associations et organismes apparentés	-		-	-	
- Autres dettes	59 166		59 166	29 509	
TOTAL AUTRES DETTES	1 554 302	-	1 554 302	1 338 147	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	23 212		23 212	94 088	
TOTAL DETTES & ASSIMILEES (IV)	4 537 212	-	4 537 212	4 622 276	
TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	17 579 631	1 209 025	16 370 606	15 810 309	

Association loi du 1/7/1901

BILAN SIMPLIFIÉ

ACTIF	Montants nets		PASSIF	Montants nets	
	au 31/08/2011	au 31/08/2012		au 31/08/2011	au 31/08/2012
immobilisations	11 520 277	11 234 213	fonds propres	6 411 274	6 643 112
			report à nouveau	0	0
			résultat de l'exercice	231 839	350 293
			subventions d'investissements	3 391 386	3 389 455
			provisions pour risques et charges	489 000	501 000
			provisions pour gros entretien	685 000	970 000
			emprunts CEIFO et SocGen	3 169 575	2 939 232
Total actif immobilisé	11 520 277	11 234 213	Total capitaux permanents	14 378 074	14 793 092
			FONDS DE ROULEMENT	2 857 796	3 558 879
créances	59 605	90 607			
subventions à recevoir	131 204	270 782	avances reçues des familles	485 164	487 937
produits à recevoir & charges constatées d'avance	207 806	221 701	fournisseurs	602 271	784 517
titres de placement	3 793 452	4 391 719	dettes fiscales, sociales et autres	250 712	281 849
banques	97 964	161 585	charges à payer / produits constatés d'avance	94 088	23 212
Total actif circulant	4 290 031	5 136 394	Total dettes à court terme	1 432 235	1 577 514
Totaux BILAN	15 810 309	16 370 606	Totaux BILAN	15 810 309	16 370 606

Résultat selon agrégats type UROGEC

Présentation détaillée réservée au bureau (pas de compensation entre produits et charges)

SAINT JEAN HULST		Réal 10-11	variation Réel 11-12	variation % Réal 11-12 / Réel 10-11	variation % Réal 11-12 / Bud. 11-12	Réal 2011- 2012	variation Budget 12-13 - Réel 11-12	variation % Budget 12-13 / Réel 11-12	Budget 2012-2013
COMPTES		oct-11	- Réel 10-11	/ Réel 10-11	/ Bud. 11-12	janv-13	- Réel 11-12	/ Réel 11-12	oct-12
Effectifs		2 997	22	0,7%	1,3%	3 019	-4	-0,1%	3 015
PRODUITS EXPLOIT.		8 595 378	439 193	5,1%	4,9%	9 034 571	-158 521	-1,8%	8 876 050
Familles contributions scolaires		3 209 152	145 224	4,5%	3,2%	3 354 376	9 363	0,3%	3 363 739
Familles restauration		1 264 559	99 641	7,9%	-0,4%	1 364 200	47 554	3,5%	1 411 754
Familles autres contributions		750 485	43 331	5,8%	6,4%	793 816	15 453	1,9%	809 269
Participations publiques		2 469 200	209 582	8,5%	7,6%	2 678 782	-39 995	-1,5%	2 638 787
Autres produits		826 048	-66 598	-8,1%	11,4%	759 450	-184 444	-24,3%	575 006
Fête de charité - résultat reversé		75 934	8 013	10,6%	11,9%	83 946	-6 451	-7,7%	77 496
CHARGES EXPLOIT.		8 337 831	369 824	4,4%	3,9%	8 707 655	-101 459	-1,2%	8 606 196
Personnel (avec part ménage et restauration)		4 007 181	51 063	1,3%	-3,0%	4 058 244	92 599	2,3%	4 150 843
Maintenance des locaux et équipements		2 575 313	184 487	7,2%	16,3%	2 759 800	-206 914	-7,5%	2 552 887
Energie et fluides		215 967	4 174	1,9%	-3,4%	220 141	2 700	1,2%	222 841
Enseignement religieux et pédagogie		649 767	54 427	8,4%	5,1%	704 195	18 214	2,6%	722 409
Frais de gestion		377 424	38 408	10,2%	8,6%	415 832	-10 861	-2,6%	404 972
Restauration achats		376 741	19 345	5,1%	-2,4%	396 086	12 959	3,3%	409 045
Charges courantes diverses		59 503	9 908	16,7%	13,1%	69 411	-3 707	-5,3%	65 704
Fête de charité - résultat reversé		75 934	8 013	10,6%	11,9%	83 946	-6 451	-7,7%	77 496
Résultat d'exploitation		257 547	69 368	26,9%	39,8%	326 915	-57 062	-17,5%	269 854
Résultat financier		-30 535	47 231			16 697	11 895		28 592
Résultat exceptionnel		4 826	1 855			6 681	-6 681		0
Résultat net comptable		231 839	118 454	51,1%	61,0%	350 293	-51 848	-14,8%	298 445
Capacité d'autofinancement		1 245 659	275 744	22,1%	32,8%	1 521 403	9 042	0,6%	1 530 445

Rappel : RE = PE-CE ; RNC = RE + RF + RX ;
CAF = RNC corrigé des éléments ne correspondant pas à un mouvement de trésorerie.

Annexe des Comptes Annuels arrêtés au 31 août 2011

Sommaire de l'Annexe

page de l'Annexe

1	Commentaires généraux	page 2
1.1	Événements principaux de l'exercice	page 2
1.2	Principes et méthodes comptables	page 2
	Evolution de la réglementation des normes comptables	page 2
	Immobilisations, créances, capitaux propres	page 3
	Subventions d'investissement	page 3
	Provisions	page 4
1.3	Informations sur l'évolution du bilan	page 5
	Evolution du fonds de roulement	page 5
	Evolution des actifs circulants et des dettes à court terme	page 5
	Echéancier des créances et des dettes	page 6
1.4	Commentaires sur le tableau de financement	page 6
2	Contrôle de la sécurité	page 7
3	Informations relatives au bilan	page 8
3.1	Actif : Immobilisations corporelles et taux d'amortissement	page 8
3.2	Passif : Tableau de financement	page 9
3.3	Passif : provisions	page 10
3.4	Passif : subventions	page 11
4	Informations relatives à l'exploitation	page 12
4.1	Effectifs et tarifs : voir compte d'exploitation, produits page 1/1	
4.2	Informations complémentaires	page 12
5	Engagements hors bilan	13
5.1	Engagements donnés	
5.2	Engagements reçus	
6	Détail du compte d'exploitation	Page 14
6.1	Produits	page 14
6.2	Charges	page 17

1 COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

L'exercice comptable dure 12 mois, du 1^{er} septembre au 31 août.

1.1 Événements principaux de l'exercice

Les effectifs d'élèves moyens annuels ont été de 3.019 élèves.

Les principaux investissements en immobilier et matériel de l'exercice, qui apparaissent dans le tableau de financement, sont les suivants :

- à l'école primaire, la rénovation du rez-de-chaussée de la maternelle, 112 k€, et les honoraires de maîtrise d'œuvre pour la rénovation de l'ensemble de l'école, 57 k€ ;
- matériel informatique (vidéo-projection dans les classes), 158 k€ ;
- transfert des locaux informatiques dans l'ancienne salle d'archives de B3, 115 k€ ;
- la création d'une rampe d'accessibilité handicapés au petit gymnase, 56 k€ ; la rénovation du petit gymnase a été comptée en charges (201 k€).

Les principales dépenses de gros entretien (voir définition au paragraphe 1.2.8) comptées en charge sont les suivantes :

- rénovation du couloir B1 ;
- rénovation des deux salles de réunion donnant sur la cour d'honneur ;
- salle de restauration des adultes.

1.2 Principes et méthodes comptables

Les comptes ont été établis dans le respect des principes généraux de la comptabilité :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- intangibilité du bilan d'ouverture ;
- nominalisme (valeur des coûts historiques) ;
- prudence (produits réalisés, charges réalisées ou probables) ;
- non-compensation entre actif et passif ou entre produits et charges ;
- bonne information ;
- importance relative (présentation des éléments dont la non-connaissance pourrait avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs des états financiers).

1.2.1 *Rappel de l'évolution de la réglementation des normes comptables*

Pour mémoire, de nouvelles normes comptables sont en vigueur depuis l'exercice 2005-2006. Bien que celles-ci ne s'imposent pas de droit aux associations, notre Fédération Nationale (FNOGEC) demande que les OGEC les appliquent.

Il a donc été fait application des dispositions particulières résultant du règlement n° 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes des associations et fondations et des règlements CRC n°2002-10 et 2004-06 relatifs aux actifs, à leur amortissement et à leur dépréciation, et 2000-06 relatif au passif.

Ces normes ont modifié la définition des actifs et des passifs :

- pour les actifs, la nouvelle réglementation comptable relative aux immobilisations a été appliquée dès l'exercice 2003-2004 en utilisant la méthode dite rétrospective pour retraiter les immeubles ; ceci avait permis la constatation d'un report à nouveau positif de 1 941 230 euros ;
- pour les passifs, la nouvelle définition a conduit en 2006 à un retraitement des provisions.

1.2.2 Immobilisations corporelles

La nouvelle des actifs (article 211.1 et 212.1 du plan comptable général) est : « un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés,... dont les avantages économiques futurs ou le potentiel de services attendus profiteront à des tiers ou à l'entité conformément à sa mission ou à son objet ».

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

Nous appliquons depuis 2003-2004 la méthode des coûts par composants.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, selon les durées prévisionnelles d'utilisation suivantes :

❖ Travaux de structure (Gros œuvre, charpente)	25 à 40 ans
❖ Travaux de peinture	7 ans
❖ Travaux autres	20 ans
❖ Équipements lourds de restauration	8 à 12 ans
❖ Mobilier de bureau	5 à 10 ans
❖ Mobilier scolaire	5 à 10 ans
❖ Mobilier de cantine	3 à 5 ans
❖ Matériel pédagogique hors informatique	3 à 5 ans
❖ Matériel de bureau hors informatique	3 à 5 ans
❖ Matériel informatique ou de reprographie	3 à 5 ans
❖ logiciels	1 an

1.2.3 Immobilisations financières

En cas de risque de non remboursement, les immobilisations financières font l'objet d'une provision pour dépréciation.

1.2.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.2.5 Capitaux propres

D'après l'avis CNC n°00-01 sur les passifs, un passif est un élément du patrimoine est une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

A Saint Jean Hulst, les fonds propres sont comptabilisés en compte 102, fonds associatifs sans droit de reprise, conformément aux prescriptions de la FNOGEC : la dette à l'égard de tiers est de nature morale vis-à-vis des fondateurs des deux associations (fonds propres compte 102000 ; apport Hulst 102400 ; dons pour la rénovation de la chapelle 1025100).

1.2.6 Subventions d'investissement, amortissement

Les subventions d'investissement affectées à un bien dont le renouvellement incombe à l'OGEC (travaux), sont, d'après le guide de la FNOGEC, maintenues au passif sans reprise progressive au compte de résultat,

Jusqu'au 31 août 2012, les subventions ont été amorties (reprise progressive comptée en produits), par souci de symétrie avec la dotation aux amortissements des immobilisations comptée en charges.

A partir de l'exercice 2012-2013, les subventions ne seront plus reprises, conformément aux recommandations de la FNOGEC. Elles seront transférées aux fonds associatifs, sans passer par le compte de résultat, une fois que le droit de reprise de la subvention par le département ou la région (*voir paragraphe suivant*) sera arrivé à échéance.

1.2.7 Subvention d'investissement, cas de remboursement

Depuis 1994, les subventions d'investissement reçues font l'objet d'une « convention de subvention » signée avec le Conseil régional (lycée) ou le Conseil général (collège) ; dans cette convention qui fixe la durée d'amortissement du bien, l'association a pris l'engagement de rembourser à la collectivité locale concernée la part non amortie de la subvention reçue si le bien subventionné cesse d'être affecté à un lycée ou à un collège. Les subventions concernées sont listées dans un tableau de l'Annexe.

1.2.8 Provisions

D'après l'avis CNC n°00-01 sur les passifs, une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. D'après l'article 312-1 du PCG, elle doit être constituée lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant de la charge des indemnités de départ à la retraite est évalué à chaque exercice. Le droit acquis est provisionné selon un pourcentage fonction de l'âge du salarié : 100% après 61 ans ; 85% entre 48 et 56 ans ; 40% entre 40 et 48 ans ; 10 % avant 40 ans. Lorsque le salarié a plus de 56 ans, l'hypothèse retenue est celle d'une mise à la retraite à partir de 65 ans, à l'âge auquel le salarié a droit à une retraite à taux plein.

Le gros entretien est une dépense extraordinaire prévisible liée à la vétusté. L'avis précité définit le gros entretien comme *les dépenses d'entretien s'inscrivant dans un programme pluriannuel qui ont pour seul but de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie*. Cette définition exclut les travaux de rénovation qui comportent une part d'amélioration.

Les gros entretiens ne sont pas des immobilisations mais des charges, qui peuvent faire l'objet de provisions. En effet la constitution de provisions pour gros entretien résulte d'obligations vis-à-vis des tiers :

- les propriétaires, dans le cadre des baux ;
- l'État, envers lequel l'établissement s'est engagé par contrat d'association à disposer de locaux adaptés à l'enseignement prévu.

Les provisions de gros entretien ne peuvent normalement être constituées qu'à quatre conditions :

- les travaux sont dans une catégorie intermédiaire entre les constructions (immobilisées) et l'entretien annuel (compté en charges) ;
- les travaux sont chiffrés par estimation d'architecte ou devis d'entreprises ;
- les travaux font l'objet d'un plan pluriannuel ;
- le plan pluriannuel est voté par le conseil d'administration.

Les provisions correspondantes sont détaillées dans la page 10 de l'annexe.

1.3 Informations sur l'évolution du bilan

1.3.1 Évolution du fonds de roulement

Le fonds de roulement augmente de 701 k€ ; son évolution comprend les principaux postes suivants :

- des investissements, dont la part à charge de l'OGEC est de	-730 k€
<i>dont travaux de rénovation et gros entretien (voir liste dans le tableau de financement)</i>	- 504 k€
<i>dont investissements matériels (voir liste dans tableau des immobilisations)</i>	-226 k€
- la capacité d'autofinancement de l'exercice,	1.521 k€
- les subventions d'investissement reçues du Département et de la Région,	187 k€
- le remboursement du capital des deux emprunts,	230 k€

Le résultat net comptable est de 350 k€.

L'inventaire des immobilisations a été effectué.

1.3.2 Évolution du bas de bilan (actifs circulant et dettes à court terme)

L'actif circulant est en augmentation de 846 k€ ; les points notables sont les suivants :

- La ligne "créances" augmente de 31 k€ ; elle s'explique pour moitié par l'augmentation des acomptes versés et pour moitié par des dettes de fournisseurs divers ;
- La ligne « subventions à recevoir » augmente de 140 k€ ; son évolution dépend de celle du montant des travaux subventionnés effectués au cours de l'été ; les demandes de paiement de subventions correspondant aux travaux effectués dans l'été 2012 ont été effectuées en octobre 2012.
- Les évolutions des deux lignes « charges constatées d'avance » et « banque » traduisent l'importance des achats déjà effectués pour la rentrée suivante ou le montant des factures qui échoient juste avant ou après le 31 août ; elle ne sont pas significatives ;
- La ligne « titres de placement » est en augmentation de 598 k€.

Au passif, les dettes à court terme augmentent de 145 k€ ; les points notables sont les suivants :

- La ligne « fournisseurs » augmente de 182 k€, en raison des factures des travaux d'été reçues ou payées après le 31 août ;
- La ligne « charges à payer – produits constatés d'avance » diminue de 71 k€ ; cela correspond
 - o pour 44 k€, au versement de la subvention pour manuels scolaires du lycée, qui en 2001 avait été versée avant le 31 août ;
 - o pour le reste, à la fin du crédit-bail du photocopieur, qui avait été racheté par anticipation l'an dernier par le prestataire dans le cadre de la modification du contrat.

1.3.4 – Échéancier des dettes et des créances

Échéancier des dettes

prêteur	capital emprunté	taux	solde bilan	part < 1 an	de 1 à 3 ans	après 3 ans	dernière échéance
CE-IdF	4 000 000 €	3,1%	2 346 269 €	193 856 €	406 190 €	1 746 222 €	05/01/2023
SocGen	1 000 000 €	3,9%	586 355 €	43 544 €	92 344 €	450 467 €	08/08/2023
retenues de garanties sur travaux			61 428 €		61 428 €		
autres dettes			1 516 086 €	1 516 086 €			
Total dettes			4 510 138 €	1 753 486 €			

Échéancier des créances : toutes les créances échoient à moins d'un an, sauf le prêt de 329 k€ à la SRRR, remboursable à partir de 2012.

1.4 - Commentaires sur le tableau de financement

Au regard des investissements immobiliers qui y sont inscrits, le tableau de financement a valeur :

- de décision pour l'année 2013,
- d'intention pour les années suivantes ; ce programme peut être modifié les années suivantes.

Le tableau de financement a été construit avec les principales hypothèses suivantes :

- pour 2012-2013, excédent brut d'exploitation (EBE) conforme à celui du budget 2012-2013 ;
- pour les années suivantes,
 - o effectifs d'élèves stable à 2.990 (3.031 à la dernière rentrée, prévision 2.990 en moyenne annuelle) ;
 - o pas d'indexation des différents agrégats de produits et de charges ;
 - o EBE constant avec l'effectif d'élèves précité.

Avec ces hypothèses, il apparaît possible de financer les travaux suivants :

- en 2013 et éventuellement 2014, la fin de la mise aux normes de l'accessibilité aux handicapés sur le site de Lattre, qui doit être effectué avant le premier janvier 2015 d'après le décret n°2006-655 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public ;
- en 2013, la transformation du premier étage de la communauté eudiste en salle de composition ;
- à partir de l'été 2013, la rénovation de l'école primaire ;
- en 2014, la rénovation de l'annexe est du grand gymnase ;
- en 2015, la rénovation du 3^{ème} étage du bâtiment B (classes de seconde).

Pour mémoire, les travaux de l'ensemble du 28 rue Rémilly ont été votés par le CA du 24 septembre 2012 ; seuls les autres travaux inscrits en 2012-2013 ont valeur de décision ; ceux des années suivantes ont valeur d'intention et pourront être aménagés par les CA des années ultérieures.

Avec ces hypothèses de recettes et de dépenses, les deux seuils fondamentaux sont respectés :

- le fonds de roulement final est supérieur au minimum requis de 400 k€ ;
- la variation du fonds de roulement redevient positive en fin de projet.

catégorie	site	périodicité	intervenant	date du dernier contrôle
1ère cat.	Site du 26, rue du Mal de Lattre	2 ans	commission de sécurité	09/02/2012
3ème cat.	Bât E	2 ans	commission de sécurité	09/02/2012
R2 & R3	lycée collège et Bât E	1 an	installation électrique	29 au 31/10/2012
	restaurant	1 an	visite gaz	30/11/2011
		2 /an	appareils de cuisson	12/07/2012
	restaurant	1 an	dégraissage des extracteurs	16/07/2012
	26, rue du Maréchal de Lattre	1 an	alarme incendie	26/04/2012
	dont bât N	1 an	alarme incendie	26/04/2012
		3 ans	système de sécurité incendie	19/05/2010
	Odéon	1 an	Source centrale	10/10/2012
R2 & R4	Lycée et collège et Bât E	1 an	désenfumage	31/10/2012
	26, rue du Maréchal de Lattre	5 ans	ascenseurs	07/04/2011
		1 an	visite des portes automatiques	21/06/2012
		1 an	parc d'extincteurs	29/10/2012
		3 ans	paratonnerre	25/11/2010
	gymnase et stade	2 ans	équipements sportifs	18/04/2012
		1 an	mur d'escalade	04/07/2012
4ème cat.	Site du 16, rue Rémilly	5ans	commission de sécurité	23/03/2009
4ème cat.	Site maternelle rue Aubert	5ans	commission de sécurité	23/03/2009
4ème cat.	Site du 11, rue Magenta	5 ans	commission de sécurité	23/03/2009
R3	école		installation électrique	20/04/2012
	restaurant	1 an	visite gaz	02/07/2012
	16, rue Rémilly	2 /an	appareils de cuisson	12/07/2012
		1 an	désenfumage	31/10/2012
		1 an	parc d'extincteurs	30/10/2012
		1 an	dégraissage des extracteurs	16/07/2012
		5 ans	monte-charge	23/03/2011
		1 an	alarme incendie 16 Remilly	25/04/2012
	Bât Aubert	1 an	alarme incendie	25/04/2012
	Bât Aubert	5 ans	ascenseur	22/04/2010
R4	28, rue Rémilly	1 an	installation électrique	20/04/2012
	11, rue Magenta	1 an	visite gaz	02/07/2012
		1 an	désenfumage	31/10/2012
		1 an	parc d'extincteurs	29/10/2012
R4	11, rue Aubert	1 an	parc d'extincteurs	20/04/2012
		1 an	visite gaz	02/07/2012
		1 an	installation électrique	20/04/2012
		1 an	désenfumage	31/10/2012

Conformément au décret n° 2001-840 du 13/09/01, le repérage de l'amiante a été effectué le 13/04/04

Les Dossiers Techniques Amiante (DTA) ont été établis le 22/07/04 pour tous les bâtiments de Saint Jean Hulst.

Les machines de l'atelier ont été vérifiées par SOCOTEC le 24/05/2005

	B	C	D	E	F	I	J	K
2	TABLEAU DES IMMOBILISATIONS							
3								
4	IMMOBILISATIONS		31-août-11	acquisitions	sorties	31-août-12	VALEUR NETTE	TAUX D'AMORTISSEMENT
5	AAI des constr sur sol d'autrui		2 914 576,55	133 420,63	99 375,28	2 948 621,90	1 031 035,66	0%-12,5%-14,29%-20
6	de Lattre - const. atelier - 1995		176 281,15			176 281,15	68 523,53	2,5%-5%-14,286%
7	de Lattre - lycée - 1995		2 113 865,46			2 113 865,46	991 240,92	2,5%-5%-14,286%
8	de Lattre - cour collège- 1995		134 432,73			134 432,73	93 530,84	2,5%-5%
9	de Lattre - cour d'honneur- 1996		85 000,99			85 000,99	52 187,49	2,5%-5%-14,286%
10	de Lattre - classes B1 B2 - 1996		155 438,90			155 438,90	52 970,93	2,5%-5%-14,286%
11	de Lattre - escalier 1998		486 071,51			486 071,51	187 037,16	2,5%-5%-14,286%
12	de Lattre - gymnase 1998		297 511,91			297 511,91	87 904,35	2,5%-5%-14,286%
13	de Lattre - CDI - 1999		378 800,00		63 412,92	315 387,08	110 385,53	12,5%-14,286%-5%
14	de Lattre - étage secondes - 2001		355 817,43			355 817,43	175 214,49	2,5%-5%-14,286%
15	de Lattre - 6èmes - 2001		22 748,79			22 748,79	10 236,95	5%
16	Rémilly - Cour maternelle - 2002		50 964,53			50 964,53	27 878,88	2,5%-5%
17	de Lattre - couloir C2 - 2002		286 478,66		32 162,44	254 316,22	148 395,47	2,5%-5%-14,286%
18	de Lattre - Bat. E - Tr 1/3 - 2002		427 021,87			427 021,87	215 171,72	2,5%-5%
19	de Lattre - laverie restau. - 2003		190 876,67			190 876,67	12 738,51	10%
20	de Lattre - Bat. E - Tr 2/3 - 2003		566 693,29		82 074,01	484 619,28	294 123,63	2,5%-5%-14,286%
21	de Lattre - couloir C1 - 2003		214 528,68		5 083,44	209 445,24	161 819,40	2,5%-5%-14,286%
22	Rémilly - 2003		59 148,30		1 170,29	57 978,01	0,00	2,5%-5%-14,286%
23	de Lattre - Ext. Bât N&C 03/04		40 991,87			40 991,87	22 545,56	100%-5%
24	Rémilly - adaptation à école - 2004		522 221,00		51 201,00	471 020,00	306 632,01	2,5%-5%-14,286%
25	de Lattre - éq. labos collège 2005		105 225,02			105 225,02	68 396,34	5%
26	de Lattre - Ext. Bât N&C 03/05		1 611 195,06			1 611 195,06	927 309,53	14,286%-5%
27	de Lattre - couloir D3 - 2006		507 120,06			507 120,06	338 080,00	5%
28	de Lattre couloir C0-D0 et div. - 06		569 476,00			569 476,00	347 108,02	14,286%-5%
29	de Lattre - couloir D2 et div. - 2007		380 975,56			380 975,56	204 804,81	8,33%-10%-14,286%
30	Rémilly - préau, asc., sécu - 05-07		563 081,72			563 081,72	298 567,32	5%-10%
31	de Lattre - Extension cafétéria 2008		92 497,12			92 497,12	76 476,80	2,5%-5%-14,286%
32	de Lattre - extension frigos 2008		97 532,72			97 532,72	58 519,64	10%
33	de lattare - parking 2008-2009		1 442 017,52			1 442 017,52	1 266 488,62	2,5%-5%-14,286%
34	Filtrage accès de Lattre 2010		262 777,76			262 777,76	238 554,90	2,5%-5%
35	Rénovation Chapelle de Lattre 2010		743 906,03			743 906,03	660 146,96	2,5%-5%
36	de Lattre 2010 - odéon		1 031 303,05			1 031 303,05	956 519,40	2,5%-5%
37	Rémilly 2011 - Aubert		112 264,07			112 264,07	108 368,31	2,5 %- 5%
38	Clés-bages 2011		96 341,66			96 341,66	86 707,49	10%
39								
40	constructions (flux ou ind. achevées)		15 855 274,86	133 420,63	334 479,38	16 894 124,89	9 685 621,17	
41								
42	Rénovation école maternelle 2012			142 021,25		142 021,25	142 021,25	2,5 %- 5% - 10%
43	Petit gymnase bâtiment E 2012			56 456,82		56 456,82	56 456,82	2,5%
44	Informaticiens B3 et couloir B1 - 2012			115 040,71		115 040,71	115 040,71	14,286 % - 5%
45								
46	constructions (ind. nouvelles)		1 239 908,78	313 518,78	0,00	313 518,78	313 518,78	
47								
48	Mat. et mobilier pédagogique		84 067,11	777,86	3 404,86	81 440,11	25 588,15	20% et 33%
49	Aménagement équip. Sportif		60 260,56	4 407,26	7 054,80	57 613,02	14 072,04	10 et 20%
50	Matériel et mobilier scolaire		430 801,98	33 075,29		463 877,27	118 095,92	10 et 20%
51	Mat & mob. EPS s/budget		9 083,34	6 474,56		15 557,90	7 609,82	33%
52	Mat & mob. Sc Phys s/budget		16 281,96	2 143,59	2 101,27	16 324,28	10 210,11	20%
53	Mat & Mob Bio s/budget		13 322,66	3 534,77		16 857,43	6 257,39	20%
54								
55	Matériels scolaires		613 817,61	50 413,33	12 560,93	651 670,01	181 833,43	
56								
57	Matériel de cuisine		331 156,52	5 133,71		336 290,23	90 189,29	10% et 20%
58	Rémilly - self et laverie 2009		75 775,14			75 775,14	50 495,72	10%
59								
60	Matériels, agencem. Restauration		406 931,66	5 133,71	0,00	412 065,37	140 685,01	
61								
62	Travaux en cours N-1			-17 940,00				
63	<i>Les valeurs de la colonne "acquisition" sont ici les soldes de l'année n</i>							
64	Ecole primaire site 28			28 584,40		28 584,40	28 584,40	
65	Etude rénovation Rémilly		17 940,00	28 416,96		46 356,96	46 356,96	
66								
67	Total des immobilisations en cours		17 940,00	39 061,36	0,00	74 941,36	74 941,36	
68								
69	Logiciels		50 617,37			50 617,37	0,00	100%
70	Matériel informatique		310 146,19	76 715,62		386 861,81	124 993,38	33%
71	Réseau informatique		5 672,63	56 913,68		62 586,31	57 980,64	20%
72	Matériel inform. subventionné		152 930,17	25 058,59		177 988,76	92 292,21	20%
74	Total investissement informatique		519 366,36	158 687,89	0,00	678 054,25	275 266,23	
75								
76	Matériels et outillage		34 648,47			34 648,47	3 593,86	33%
77	Matériel de transport		23 465,47			23 465,47	0,00	20%
78	Mobilier et mat. de bureau (adm.)		46 769,31	11 341,97		58 111,28	22 499,19	12,5 et 20%
80	Total invest. non pédagogique		104 883,25	11 341,97	0,00	116 225,22	26 093,05	
81	Prêt au personnel		1 253,64	1 600,00	1 516,43	1 337,21	1 337,21	
82	Autres prêts (SFRR)		329 084,60	7 763,06		352 787,74	352 787,74	
83	Dépôt de garantie sur loyer		142 135,80	38 943,00		181 078,80	181 078,80	
84	Autres cautionnements		300,00	750,00		1 050,00	1 050,00	
85	Intérêts courus non échus		15 940,08			0,00	0,00	
86	Immobilisations financières		488 714,12	49 056,06	1 516,43	536 253,75	536 253,75	
87	Total général		19 246 836,64	760 633,73	348 556,74	19 676 853,63	11 234 212,78	

**PROVISIONS
POUR GROS ENTRETIEN ET POUR RISQUES et CHARGES**

Provisions pour gros entretien et grandes révisions

	31/08/2012	(-)	(+)	31/08/2011
De Lattre peinture couloirs	40 000 €			40 000 €
Toilettes cour collège	30 000 €			30 000 €
Escalier cour d'honneur	0 €	25 000 €		25 000 €
Ecole site 28 rue Rémilly	480 000 €		310 000 €	170 000 €
Ecole site 16 rue Rémilly	170 000 €			170 000 €
Accessibilité handicapés	250 000 €			250 000 €
Total	970 000 €	25 000 €	310 000 €	685 000 €

Provisions pour risques et charges

	31/08/2012	(-)	(+)	31/08/2011
Provisions pour ID retraite	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €
Provisions pour ID autres				
Provision pour litiges	35 000 €		35 000 €	0 €
Provision pour charges	226 000 €	33 000 €	10 000 €	249 000 €
Total	501 000 €	273 000 €	285 000 €	489 000 €
Total général	1 471 000 €	298 000 €	595 000 €	1 174 000 €

Tableau des subventions	Taux	nombre années au 31-08-2012	2011-2012	2010-2011	BRUT 2011/2012	NOUVELLES 2011-ANNULATION 2011-2012	BRUT 2010/2011	total des reprises 31/08/2012	reprise au résultat 2011/2012	reprise au résultat 2010/2011	total des reprises 31/08/2011
compte 102630 Aide Conseil Général en biens renouvelables sans droit de reprise											
CG restauration					426 857,25		426 857,25				
CG mise au normes accès					243 918,43		243 918,43				
CG 17/3/95 salles inform.&technol					235 686,18		235 686,18				
906 461,86											
compte 103620 Aide Conseil Régional Ile de France en biens renouvelables avec droit de reprise											
CR 94 AS51410					69 452,72		69 452,72				
CR 9/7/95					69 882,63		69 882,63				
139 335,35											
compte 103630 Aide Conseil Général en biens renouvelables avec droit de reprise											
CG 2012 - C - petit gymnase, insonorisation self adultes					64 968,00	64 968,00	0,00				
64 968,00											
compte 131620 Aide Conseil Régional des Yvelines en biens non renouvelables avec droit de reprise											
CR 12/6/97 gymnase	4,91%	14,0	1,0	1,0	39 838,89		39 838,89	27 361,48	1 954,50	1 954,50	25 406,98
CR99. CDI	5,75%	13,0	1,0	1,0	92 086,07		92 086,07	68 810,08	5 293,11	5 293,11	63 516,98
CR 14-06-2000 Imise aux normes 6e-classes	5,01%	11,0	1,0	1,0	66 594,46		66 594,46	36 715,71	3 337,71	3 337,71	33 377,99
CR 2002 extension lycée	6,00%	7,0	1,0	1,0	73 629,00		73 629,00	30 924,44	4 417,74	4 417,74	26 506,70
CR 2003 extension lycée	6,00%	7,0	1,0	1,0	88 792,00		88 792,00	37 293,12	5 327,52	5 327,52	31 965,60
CR 2004 extension lycée	6,00%	7,0	1,0	1,0	108 726,00		108 726,00	45 665,36	6 523,56	6 523,56	39 141,80
CR 2005 extension lycée	6,00%	7,0	1,0	1,0	31 210,68		31 210,68	13 206,84	1 872,64	1 872,64	11 334,20
CR 2006 labos lycée et salle des personnels	5,00%	6,0	1,0	1,0	68 777,00		68 777,00	20 633,10	3 438,85	3 438,85	17 194,25
CR 2006 Expérimentation assistée par ordinateur	20,00%	6,0	1,0	1,0	17 726,00		17 726,00	17 726,00	0,00	3 545,20	17 726,00
CR2007 - couloir sous verrière - électricité	8,33%	5,0	1,0	1,0	929,00		929,00	387,08	77,42	77,42	309,67
CR2007 - équipement technique pédagogique	20,00%	5,0	1,0	1,0	4 233,00		4 233,00	4 233,00	846,60	846,60	3 386,40
CR2008 & 2007 & 2005 - parking	3,59%	4,0	1,0	1,0	203 509,80		203 509,80	24 962,17	7 306,00	7 306,00	17 656,17
CR2008 & 2007 & 2005 - parking (solde)	3,59%	3,0	1,0	1,0	12 121,69		12 121,69	435,17	435,17	435,17	870,34
CR 2008 - odéon tranche 1	4,58%	2,0	1,0	1,0	64 786,83		64 786,83	2 967,24	2 967,24	0,00	0,00
CR 2009 - odéon tranche 2	4,58%	2,0	1,0	1,0	88 083,08		88 083,08	4 034,21	4 034,21	0,00	0,00
CR 2010 - sécurisation accès de Laitre	4,61%	2,0	1,0	1,0	34 999,99	7 146,06	42 146,05	1 613,50	1 613,50	0,00	0,00
996 043,49											
compte 131630 Aide Conseil Général des Yvelines en biens non renouvelables avec droit de reprise											
CG 4-7-96 cages escalier M.A.N.	5,93%	14	1	1	56 103,83		56 103,83	46 552,99	3 325,27	3 325,27	43 227,72
CG 16-2-96 cages escalier MAN	5,93%	14	1	1	155 493,66		155 493,66	129 025,21	9 216,11	9 216,11	119 809,10
CG 16-2-96 avenant cages escalier	5,93%	14	1	1	22 871,62		22 871,62	18 979,61	1 355,60	1 355,60	17 624,00
CG 15-4-99 CDI	5,75%	13	1	1	98 607,84		98 607,84	73 683,79	5 667,98	5 667,98	68 015,81
CG vote 11-04-2002 bât.C2ème 89161€	5,13%	10	1	1	65 220,00		65 220,00	35 537,21	3 343,83	3 343,83	32 193,38
CG 2003 17-10-2003 extension 1ère tranche	6,00%	7	1	1	188 865,00		188 865,00	79 323,40	11 331,90	11 331,90	67 991,50
CG2004 17-09-2004 extension 2ème tranche	6,00%	7	1	1	238 577,00		238 577,00	100 202,72	14 314,62	14 314,62	85 888,10
CG2004 17-09-2004 réaff.à l'extension	6,00%	7	1	1	189 582,00		189 582,00	79 624,52	11 374,92	11 374,92	68 249,60
CG 2004 équip informatique	20,00%	7	1	1	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CG 2005 extension 3ème tranche	6,00%	7	1	1	157 086,00		157 086,00	65 975,96	9 425,16	9 425,16	56 550,80
CG 2005 équipement informatique	20,00%	6	1	1	7 962,00		7 962,00	7 962,00	0,00	1 592,40	7 962,00
CG 2006 rénovation C0 couloir 4èmes	5,00%	6	1	1	226 522,00		226 522,00	67 956,60	11 326,10	11 326,10	56 630,50
CG 2006 équipement informatique	20,00%	5	1	1	21 859,00		21 859,00	4 371,80	4 371,80	4 371,80	17 487,20
CG2007 - 2ème étage bât D	5,00%	5	1	1	205 618,00		205 618,00	51 404,50	10 280,90	10 280,90	41 123,60
CG 2008 - renouvellement salle multimédia	20,00%	4	1	1	10 263,00		10 263,00	8 210,40	2 052,60	2 052,60	6 157,80
CG 2008 - parking	3,59%	3	1	1	191 481,00		191 481,00	23 486,74	6 874,17	6 874,17	16 612,57
CG 2009 équipement informatique	20,00%	3	1	1	11 471,00		11 471,00	6 882,60	2 294,20	2 294,20	4 588,40
CG 2009 - odéon tranche 1	4,58%	2	1	1	205 072,00		205 072,00	18 784,60	9 392,30	9 392,30	9 392,30
CG 2010 - odéon tranche 2	4,58%	2	1	1	215 531,00		215 531,00	19 742,64	9 871,32	9 871,32	9 871,32
CG 2010 - équipement informatique	20,00%	2	1	1	11 223,00		11 223,00	4 489,20	2 244,60	2 244,60	2 244,60
CG 2011 - équipement informatique multimédia	20,00%	1	1	0	32 025,00		32 025,00	6 405,00	6 405,00	0,00	0,00
CG 2011 - clés badges	10,00%	1	1	0	50 978,35		50 978,35	5 097,84	5 097,84	0,00	0,00
CG 2012 - I - rampe handicapés petit gymnase, B3 et B1		0	0	0	129 259,00	129 259,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2 491 671,30											
4 598 480,00					194 227,00	7 146,06	4 411 399,06	1 209 025,35	189 011,97	174 031,79	1 020 013,36

4 INFORMATIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION

4.1 Effectifs et tarifs

Voir compte d'exploitation, produits page 1/1

4.2 Dons des familles à l'ASELY

A la demande de la direction diocésaine, les familles des établissements catholiques des Yvelines contribuent à la construction ou rénovation des établissements scolaires voisins par le biais d'une contribution volontaire à l'Association de solidarité de l'enseignement libre des Yvelines (ASELY).

Cette contribution n'apparaît pas dans le compte d'exploitation mais dans un compte de tiers ; ce compte est crédité par le débit du compte des cotisations des familles ; le don du même montant est reversé à l'ASELY et solde ce compte de tiers. En 2011-2012, le don à l'ASELY a représenté 117.818 €, soit une moyenne de 38,96 € par élève.

4.3 Informations complémentaires

Les ressources de l'association viennent en totalité de l'activité d'enseignement exercée, sous contrat d'association avec l'État, dans la commune de Versailles.

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association (président, trésorier, secrétaire) sont bénévoles ; ils ne perçoivent ni salaire ni avantage en nature.

Les salariés rémunérés par l'association Saint Jean Hulst sont :

- selon le périmètre réglementaire de comptabilisation des effectifs, 138 salariés dont 57,5 en équivalent temps plein, au 31 décembre 2011 ;
- au total, 225 sur la déclaration annuelle des salaires de l'année civile 2011.

Les enseignants rémunérés par l'État sont :

- 168 en équivalent temps plein, dont 141 dans le secondaire et 27 dans le primaire (chiffres de l'année scolaire 2011-2012 ; secondaire d'après la dotation globale horaire, primaire d'après le nombre de classes) ;
- au total, 251 sur le tableau de calcul de la cotisation de prévoyance des enseignants (comptabilisation de l'année civile 2011).

Le montant des droits individuels à la formation (DIF) acquis par le personnel salarié est de 7.048 heures fin 2011. Les droits à DIF sont provisionnés.

Compléments : voir le rapport du trésorier.

5 - TABLEAU DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.1 - ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES

5.2.1 - Subventions reçues

Chaque subvention pour travaux ou équipement fait l'objet d'un engagement à rembourser la subvention en cas de changement d'affectation du bien ou du local subventionné, après déduction d'un amortissement de cette subvention.

Les subventions reçues par le locataire (l'OGEC) apparaissent au bilan à leur valeur d'origine.

La valeur brute de ces subventions susceptible d'être restituée au conseil général ou au conseil régional est détaillée dans le tableau des subventions.

Leur valeur nette, après amortissement conforme à la durée fixée dans chaque convention de subvention, est de : **2 186 145 €**

D'autres subventions ont été reçues par l'association propriétaire des locaux de la rue de Lattre, et Saint Jean Hulst est solidaire de la convention :

Association de Béthune	engagement initial (montant d'origine)		durée de la convention	part amortie	<i>engagement</i>
<i>Conseil général</i>					
1998 couverture B	328 349 F	50 056 €	20 ans	35 040 €	15 017 €
<i>Conseil régional</i>					
1997 chaufferie	215 017 F	32 779 €	15 ans	32 779 €	0 €
1998 couverture B	152 135 F	23 193 €	15 ans	21 647 €	1 546 €
2000 ravalement bât. B est & C Nord	458 679 F	69 925 €	15 ans	55 940 €	13 985 €
2001 ravalement bât. B sud & C sud	143 145 F	21 822 €	15 ans	16 003 €	5 819 €
2011 remplacement de fenêtres		21 820 €	20 ans	1 091 €	20 729 €
Total des engagements donnés		219 596 €			57 096 €

Seule la partie non amortie - selon la convention - de ces montants reçus est susceptible d'une reprise en cas de changement d'affectation des bâtiments.

5.2.2 - Crédit-bail

Néant

5.2 - ENGAGEMENTS HORS BILAN RECUS

Puisque chaque convention de subvention est co-signée par le propriétaire des locaux, celui-ci se trouve engagé solidairement, ce qui constitue pour Saint Jean Hulst des "engagements reçus".